

Crise au Burundi : les 8 questions qui se posent à la veille de l'élection présidentielle

Jeune Afrique, 20 juillet 2015 Malgré l'échec des négociations entre le camp présidentiel et l'opposition samedi à Bujumbura, l'élection présidentielle se déroulera ce mardi 21 juillet. Décryptage. 1. Qui sont les candidats encore dans la course ? Les à trois à candidats encore en lice face au président sortant Pierre Nkurunziza sont à l'ancien diplomate Gérard Nduwayo de l'Uprona, Jacques Bigirimana du FNL et Jean de Dieu Mutabazi de la Coalition des partis politiques pour une opposition participative (COPA). Tous sont proches du pouvoir.

Les trois autres candidats auparavant enregistrés étaient Jean Minani, président du parti Frodebu-Nanyuki (opposition), et les deux anciens chefs de l' tat Domitien Ndayizeye et Sylvestre Ntibantunganya. Tous trois opposés à troisième mandat, ils se sont retirés de la course vendredi 17 juillet. Lors d'à une conférence de presse tenue à Bujumbura lundi 20 juillet, ils ont réaffirmé leur retrait du processus électoral burundais :   « Nous retirons nos candidatures de cette mascarade électorale   ». Agathon Rwasa, principal opposant de Nkurunziza, indique qu'à il n'  participera pas non plus, même s'  il n'  a pas officiellement retiré sa candidature. 2. Quelle est la position du gouvernement ?   la veille des présidentielles contestées en majorité par les partis de l'opposition et de la société le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana appelle les Burundais à aller voter massivement et remercie toutes les parties prenantes pour leur comportement lors des dernières élections législatives du 29 juin. 3.   Quid de la société civile ? La société civile réunie au sein du collectif Forum pour le renforcement de la société civile (Forsc) clame haut et fort que cette élection ne les concerne pas. Pour eux, le CNDD-FDD (au pouvoir) continue son forcing électoral dans un climat tendu dominé par la peur et la panique. 4.   Quelle est la situation en matière de sécurité ?   Bujumbura, la capitale, la situation était relativement calme jusqu'à l'explosion cette après-midi d'à une grenade. Selon l'état-major, une victime n'  est à d' plorer. Les Burundais restent néanmoins dans la crainte de voir cette accalmie perturbée durant la de cette veille d'élection. Le pays a en effet essuyé une série d'  attaques à la grenade et a été confronté, ces jours, à des combats et affrontements entre armée et rebelles au nord du pays, dans la zone frontalière avec le Rwanda. 5.   Dans quel état d' esprit sont les électeurs ? Les électeurs sont inquiets quant à des violences qui pourr t clater cette nuit. Pour ce qui est de savoir s'à ils iront voter ou non, les avis sont partagés. Un habitant de Gitega, la deuxième ville du pays, s'à dit craindre pour sa sécurité, il affirme qu'à il ira quand même jusqu'à aux urnes pour à la menace des Imbonerakure, l'organisation de jeunesse du parti au pouvoir.   « Je vais boycotter cette élection comme je l'  ai fait pour les législatives [du 29 juin dernier] à », confie Athanase, un autre habitant de Bujumbura. 6.   Qui sont les observateurs / les médias en place ? Après le retrait des observateurs de l'Union européenne, de la société civile et de l' glise catholique, quelques observateurs des Nations unies seront déployés sur le terrain pour relever d'éventuelles irrégularités lors de ce scrutin largement contesté par les acteurs politiques nationaux et internationaux. Quant aux médias, le gouvernement garde le monopole de la communication. Selon Jean Régis Nduwimana enseignant à l'  université et analyste média, à une synergie entre les médias d'état, dont la RTNB, a été. Le spécialiste ajoute que des journalistes indépendants, anciens rédacteurs à des médias privés interdits d'à informer à depuis la tentative de coup d'état militaire de mi-mai se sont coordonnés pour créer la web radio inzo. Leur objectif n'  est pas de couvrir le scrutin dont la victoire est acquise à Pierre Nkurunziza mais de relayer la situation sécuritaire et de récolter les réactions des principaux acteurs politiques à l'issue du vote. 7.   Les conditions nécessaires au bon déroulement du scrutin sont-elles réunies ? Du côté des organisateurs, toutes les conditions nécessaires pour le bon déroulement du scrutin sont réunies. Selon Prosper Ntahorwamiye, chargé de la communication à la Commission nationale électorale indépendante (Ceni), le matériel électoral a d j   acheminé dans tous les bureaux de vote sur tout le territoire burundais. Il ajoute également que les forces de l'ordre pour sécuriser le scrutin seront déployées en grand nombre. 8.   Quelle est l'attitude de la communauté internationale ?   la veille de l'élection présidentielle au Burundi, la communauté internationale ne s'à est pas à exprimée sur ce scrutin. Bien avant les élections législatives du 29 juin, l'Union européenne et les Etats-Unis avaient retiré leurs observateurs du processus électoral. La position de la Belgique était encore plus radicale concernant la troisième candidature de Nkurunziza, jugée anticonstitutionnelle. Elle a menacé de suspendre tous les projets de coopération à avec le Burundi si le président sortant s'à obstinait   briguer un troisième mandat. La France et les Pays-Bas ont également interrompu tous les fonds en matière de formation aux forces de l'ordre.